

# Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

## Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention du préfet de votre département, en sa qualité d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R122-18-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas pas cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

## À renseigner par la personne publique responsable

### Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
CLERMONT AUVERGNE METROPOLE	Olivier BIANCHI, Président

Zonages concernés par la présente demande	
Les zones d' <b>assainissement collectif</b> où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	<b>Oui</b> – non
Les zones relevant de l' <b>assainissement non collectif</b> où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	<b>Oui</b> – non
Les zones où des mesures doivent être prises pour <b>limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement</b> ;	<b>Oui</b> – non
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la <b>collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement</b> lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	<b>Oui</b> – non

## Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

- **Zonage assainissement Eaux Usées**

**Objectif : Mise à jour des documents existants, actualisation des études de zonage des communes de Clermont Auvergne Métropole en lien avec l'évolution des documents d'urbanisme et des réseaux de collecte**

Commune	Plan de zonage (données préfecture)	Date de la Procédure
Le Cendre	Zonage opposable	01/03/2007
Pérignat-les-Sarlièvre	Zonage opposable	27/06/2012
Aulnat	Zonage opposable	19/12/2012
Châteaugay	Zonage opposable	02/07/2014
Nohanent	Zonage opposable	12/02/2015
Gerzat	Zonage opposable	19/12/2016
Aubiere	Pas de zonage connu	
Blanzat	Pas de plan disponible	
Ceyrat	Pas de plan disponible	
Beaumont	Pas de zonage connu	
Cébazat	Pas de zonage connu	
Chamalières	Pas de zonage connu	
Clermont-Ferrand	Pas de zonage connu	
Cournon-d'Auvergne	Pas de zonage connu	
Romagnat	Pas de zonage connu	
Saint-Genes-Champanelle	Pas de zonage connu	
Pont-du-Château	Plan réalisé en 2008	
Lempdes	Plan réalisé en 2009	
Durtol	Plan réalisé en 2014, sans enquête	
Royat	Plan réalisé en 2016	
Orcines	schéma de zonage réalisé en 2000	

- **Zonage assainissement Eaux Pluviales**

En 2011 Clermont Auvergne Métropole (anciennement Clermont Communauté) a réalisé une étude de zonage pluvial qui a abouti à la définition de prescriptions conformes au SDAGE Loire-Bretagne. Il appartenait ensuite aux communes membres d'inscrire ces prescriptions dans leurs PLU.

**Objectif nouveau zonage EP : Mise à jour et adaptation des prescriptions au contexte actuel et à l'évolution générale de prise en compte des eaux pluviales en cohérence avec les orientations du PLUi en termes de végétalisation et de désimperméabilisation.**

## Caractéristiques des zonages et contexte

1. Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ?

**Oui** - non

• Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ?

Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ;

**Selon les différentes communes, voir tableau plus haut**

• Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ?

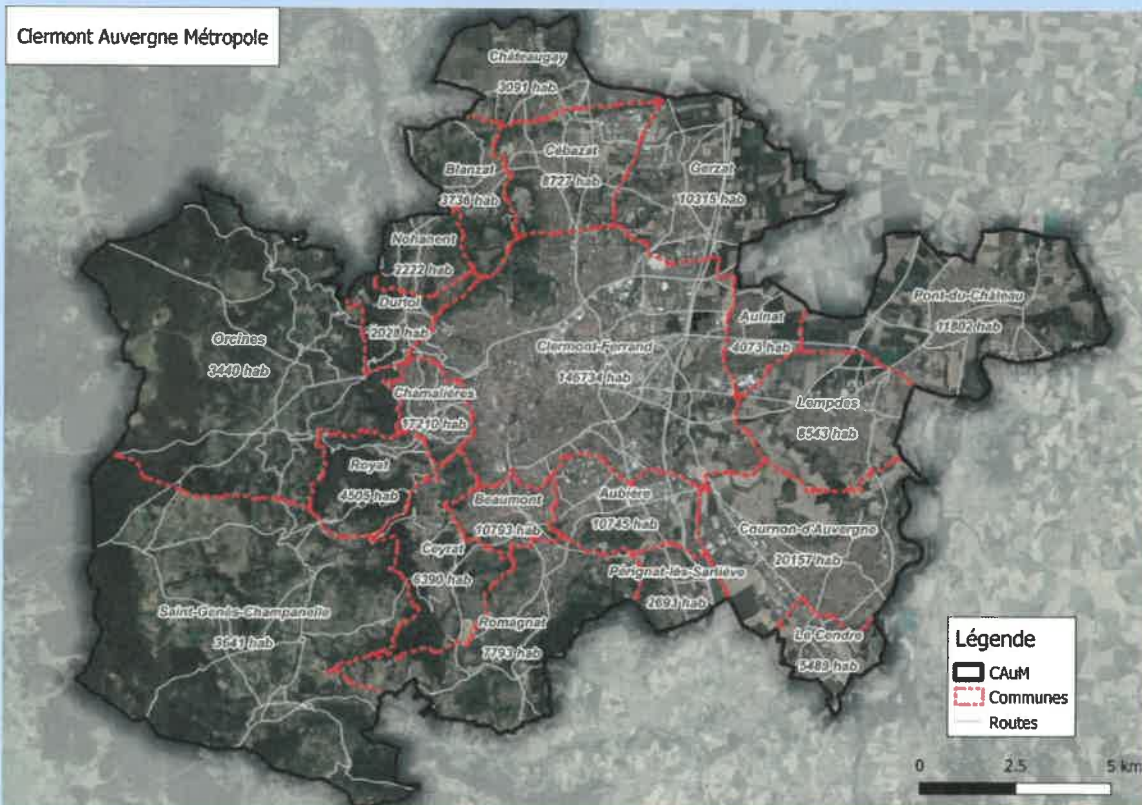
**Augmentation limitée à la zone de collecte actuelle**

1. Quel est le territoire concerné ? (joindre une carte du périmètre) :

**Territoire de Clermont Auvergne Métropole**

**21 communes concernées pour 303 km<sup>2</sup> environ**

✓ Aubière	✓ Châteaugay	✓ Nohanent
✓ Aulnat	✓ Clermont-Ferrand	✓ Orcines
✓ Beaumont	✓ Courmon d'Auvergne	✓ Pérignat-les-Sarliève
✓ Blanzat	✓ Durtol	✓ Pont-du-Château
✓ Cébazat	✓ Gerzat	✓ Romagnat
✓ Ceyrat	✓ Le Cendre	✓ Royat
✓ Chamalières	✓ Lempdes	✓ Saint-Genès-Champagnelle



2. Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ?

**PLU communaux actuellement en vigueur**

**PLUi en cours d'élaboration à l'échelle du territoire métropolitain (21 communes)**

• Quelle est la date d'approbation du/des document(s) existant(s) ?

De 2005 à 2022, selon les communes (cf. tableau ci-après)

**PLUi**

**PLU**

Carte communale

Non

Plusieurs

Si le(s) document(s) est/sont en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche?  
**PLUi : projet arrêté depuis juin 2024, période de consultation des Partenaires Publics Associés (PPA) en cours, enquête publique programmée en février 2025. Approbation prévue en 2025**

Commune	Document d'urbanisme	Date de la Procédure
Aubiere	PLU	16/11/2018
Aulnat	PLU	18/07/2019
Beaumont	PLU	01/04/2022
Blanzat	PLU	14/04/2008
Cébazat	PLU	20/12/2019
Ceyrat	PLU	22/06/2005
Chamalières	PLU	29/09/2011
Châteaugay	PLU	02/03/2018
Clermont-Ferrand	PLU	14/11/2016
Cournon-d'Auvergne	PLU	29/06/2018
Durtol	PLU	15/02/2019
Gerzat	PLU	18/12/2020
Le Cendre	PLU	10/11/2022
Lempdes	PLU	17/05/2019
Nohanent	PLU	14/12/2007
Orcines	PLU	03/11/2010
Pérignat-les-Sarlièvre	PLU	29/02/2012
Pont-du-Château	PLU	14/02/2020
Romagnat	PLU	14/05/2018
Royat	PLU	06/12/2019
Saint-Genès-Champagnelle	PLU	25/11/2011

1. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ?

**Oui** - non

Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...) :

**Zonage EU : Limitation de la zone d'assainissement collectif aux zones déjà desservies augmentées des zones de développement denses (AU) définies au PLUi et situées en périphérie directe de la zone de collecte actuelle**

**Zonage EP : le règlement du PLUi et le zonage imposent la gestion des eaux pluviales à la parcelle comme priorité, rejet dérogatoire à débit régulé autorisé dans les réseaux sous réserve de justification technique ou réglementaire**

2. Le(s) PLUi/PLU/carte communale, en vigueur, font-ils/elle ou ont-ils-elle fait l'objet d'une évaluation environnementale ?<sup>1</sup>

**Oui (voir Rapport de présentation, document 1.3 Evaluation Environnementale pour arrêté du PLU du 28 juin 2024)**

**Oui** - non – examen au cas par cas

3. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement<sup>2</sup>, étude sur les eaux pluviales,...) ont-elles été, ou seront-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?

**Oui** – non

Préciser ces études :

**Schéma directeur de Gestion des Eaux Pluviales (2021-2024)**

**Etude préalable au Zonage d'Assainissement des eaux usées (2021-2024)**

**Schéma directeur assainissement (2008-2011)**



Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées																									
4. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)?	Oui - <b>non</b>																								
5. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant : • d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a-t-il été réalisé ? • d'une zone conchylicole ? • d'une zone de montagne ? • d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ? • d'un périmètre de protection des risques d'inondations ?	Oui - <b>non</b> -limitrophe Oui - <b>non</b> -limitrophe Oui - non -limitrophe  Oui - non -limitrophe Oui - non -limitrophe																								
Préciser lesquels : Voir documents annexes																									
1. Le territoire dispose-t-il : • de cours d'eau de première catégorie piscicole ? • de réservoirs biologiques selon le SDAGE ?	Oui - non Oui - <b>non</b>																								
Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie), Voir ANNEXE 1 L'Allier, l'Artière, le Bédât, la Tiretaine, L'Auzon, le Gensat																									
1. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que: • Natura 2000 ? • ZNIEFF1 ? • Zone humide ? • Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ? • Présence connue d'espèces protégées ? • Présence de nappe phréatique sensible ?	Oui - non Oui - non Oui - non Oui - <b>non</b> Oui - non Oui - <b>non</b>																								
Préciser lesquelles : (joindre éventuellement une cartographie) : Voir ANNEXE 2																									
1. Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état, bon état, moyen, médiocre, mauvais)³ des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)?  <b>Données 2015-2018</b>																									
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">MASSE D'EAU</th> <th>MASSE D'EAU : ÉTAT CHIMIQUE</th> </tr> <tr> <th>code de la masse d'eau</th> <th>Nom de la masse d'eau</th> <th>État Chimique</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>FRGR0261</td> <td>L'AUZON DEPUIS CHANONAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER</td> <td>3</td> </tr> <tr> <td>FRGR0266</td> <td>L'ARTIERE DEPUIS CEYRAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER</td> <td>3</td> </tr> <tr> <td>FRGR1230</td> <td>L'ARTIERE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À BEAUMONT</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td>FRGR0264</td> <td>LE BEDAT DEPUIS GERZAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LA MORGE</td> <td>3</td> </tr> <tr> <td>FRGR1536</td> <td>LE BEDAT ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À GERZAT</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td>FRGR1494</td> <td>LA TIRETAINE DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LE BEDAT</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>		MASSE D'EAU		MASSE D'EAU : ÉTAT CHIMIQUE	code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	État Chimique	FRGR0261	L'AUZON DEPUIS CHANONAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER	3	FRGR0266	L'ARTIERE DEPUIS CEYRAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER	3	FRGR1230	L'ARTIERE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À BEAUMONT	2	FRGR0264	LE BEDAT DEPUIS GERZAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LA MORGE	3	FRGR1536	LE BEDAT ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À GERZAT	2	FRGR1494	LA TIRETAINE DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LE BEDAT	0
MASSE D'EAU		MASSE D'EAU : ÉTAT CHIMIQUE																							
code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	État Chimique																							
FRGR0261	L'AUZON DEPUIS CHANONAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER	3																							
FRGR0266	L'ARTIERE DEPUIS CEYRAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER	3																							
FRGR1230	L'ARTIERE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À BEAUMONT	2																							
FRGR0264	LE BEDAT DEPUIS GERZAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LA MORGE	3																							
FRGR1536	LE BEDAT ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À GERZAT	2																							
FRGR1494	LA TIRETAINE DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LE BEDAT	0																							

## Données 2015-2017

MASSE D'EAU		MASSE D'EAU: ÉTAT ÉCOLOGIQUE					
code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	État Écologique valide	Niveau de confiance valide	État Écologique calculé	État Biologique	État physico-chimie générale	État Polluants spécifiques
FRGR0261	L'ALIZON DEPUIS CHANONAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER	3	2	3	0	3	3
FRGR0266	L'ARTIERE DEPUIS CEYRAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER	3	2	3	0	3	3
FRGR1230	L'ARTIERE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À BEAUMONT	3	3	3	3	1	2
FRGR0264	LE BEDAT DEPUIS GERZAT JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LA MORGE	4	3	4	3	4	3
FRGR1536	LE BEDAT ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À GERZAT	4	3	4	4	2	2
FRGR1494	LA TIRETAINÉ DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LE BEDAT	4	3	4	0	0	0

Nom de la(des) Masse(s) d'eau souterraine

période de référence	Code européen de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	État Nitrates	État Pesticides	État chimique de la masse d'eau	État quantitatif de la masse d'eau
2014 à 2019	FRGG051	Sables, argiles et calcaires du bassin tertiaire de la Plaine de la Limagne libre	2	3	3	2
2014 à 2019	FRGG098	Edifice volcanique du Mont Dore du bassin versant de l'Allier	2	2	2	2

2. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur :

- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?
- Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ?
- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ?

Oui - non  
Oui - non  
Oui - non

Préciser lesquelles :

**SAGE ALLIER AVAL,**  
**SCOT du Grand Clermont**

Autres :

1. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

Oui - non

Précisez :

**Urbanisation de la ville de Clermont Ferrand et ses communes périphériques**

2. Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire ?

Séparatif<sup>4</sup>  
Unitaire

Autres :

3. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

Oui - non

4. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?

Oui - non

**Présence de plusieurs bassins de rétention.**

**Dans le cadre du Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales, la base de données des bassins d'orage Métropolitains a été renseignée selon les thématiques suivantes : identification / caractéristiques techniques / ouvrages d'entrée / ouvrage de sortie autosurveillance.**

**La base de données comprend 150 ouvrages de rétention des eaux pluviales sur le territoire métropolitain. 58 sont exploités par la Métropole, les autres sont des ouvrages privés.**

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?	Oui - <b>non</b>
2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées <sup>5</sup> ?	<b>Oui</b> – non
3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés • Sont-ils en cours et dans quels délais seront-ils réalisés? • Les non-conformités ont-elles été levées ? • Sont-elles en cours d'être levées?	<b>Oui</b> – non Oui – non Oui – <b>non</b> <b>Oui</b> – non
1. Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif?	Oui - <b>non</b> - sans objet Combien :
2. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ? Si oui, sont-ils sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	Oui - <b>non</b>  Oui - non
3. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	<b>Oui</b> - non
Si oui, lesquels : <b>rejets en milieu hydraulique superficiel en cas de faible perméabilité des terrains</b>	
4. La station de traitement des eaux usées (STEU) actuelle est-elle en surcharge <sup>6</sup> ? • (travaux en cours pour extension des ouvrages) • Par temps sec ? • Par temps de pluie ? • De façon saisonnière ?	Oui – <b>non</b>  Oui – <b>non</b> Oui – <b>non</b> Oui - <b>non</b>

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)? Lesquelles : <b>astreinte, autosurveillance, matériel de rechange, contrats avec des prestataires (curage, fourniture de groupe électrogène)</b>	<b>Oui</b> - non
2. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ? • Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? • Autres :	Oui – <b>non</b> Oui - <b>non</b>

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
<p>1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ?</li> <li>• de ruissellement ?</li> <li>• de maîtrise de débit ?</li> <li>• d'imperméabilisation des sols ?</li> </ul>	<p>Oui – non</p> <p>Oui – non</p> <p>Oui – non</p> <p>Oui – non</p>
<p>Lesquels : dans le cadre du schéma directeur eaux de gestion des eaux pluviales, les désordres (débordements milieu, débordement réseaux...) ont été identifiés sur la base d'enquêtes auprès des communes et services et de modélisation numériques.</p> <p>Il existe des risques de débordement liés à une insuffisance de capacité d'évacuation des eaux pluviales lors d'événements pluvieux moyens à intenses. Ces risques sont amplifiés du fait de la topographie des zones urbanisées (pentes localement importantes) et l'imperméabilisation des sols qui provoque d'importants ruissellements.</p>	
<p>1.Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ?</p>	<p>Oui - non</p>
<p>Lesquelles :</p> <p>Mesures actuelles à la parcelle : le règlement d'assainissement en vigueur impose la gestion à la parcelle sauf en cas de perméabilité du sol insuffisante et démontrée par une étude. Un rejet au réseau peut être accepté en respectant un stockage de 450 m3/ha imperméabilisé et un débit de 3 L/s/ha conformément au SDAGE et à l'étude de zonage réalisée en 2011.</p> <p>Mesures globales : il existe plusieurs bassins de rétentions des eaux pluviales répartis sur les zones agglomérées de la métropole.</p> <p>A venir : grâce au PLUi et au zonage EP qui sera annexé, la métropole souhaite renforcer la gestion des eaux pluviales par la mise en place de techniques alternatives et l'infiltration à la parcelle ; ceci afin d'éviter la surcharge des réseaux, limiter le ruissellement et la pollution des milieux naturels. Elle n'exclut pas le rejet de permis de construire pour motif technique (infiltration insuffisante ou impossible, réseaux saturés, absence de garanties quant à la maîtrise de l'incidence de l'infiltration).</p> <p>Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?</p> <p>L'étude de zonage de 2011 a été réalisée dans un objectif réglementaire (article L2224-10 du CGCT)</p> <p>Les ouvrages de régulation des eaux pluviales existants ont été mis en place pour gérer les ruissellements, supprimer les débordements et compenser l'augmentation de l'imperméabilisation (+ exigence réglementaire du Code de L'Environnement). Ils ont été préconisés dans le schéma directeur d'assainissement du territoire communautaire réalisé en 1992 puis inscrits dans un programme de lutte contre les crues décennales, récemment mis à jour dans le cadre du schéma directeur de gestion des eaux pluviales (SDGEP) en cours de finalisation.</p>	
<p>2.Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire et des territoires limitrophes concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?</p>	<p>Oui – non</p> <p>Si oui, fournir si possible une carte.</p>
<p>3.Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...)?</p>	<p>Oui – non</p> <p>Si oui, fournir si possible une carte.</p>
<p>4.Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?</p>	<p>Oui - non</p>
<p>Si oui, lesquelles ?</p> <p>Le SDGEP a défini des actions pour résorber des désordres diagnostiqués jusqu'à une occurrence financièrement acceptable (10 ans ou 20 ans).</p> <p>Au-delà et dans le cadre du PAPI d'intention et prochainement du PAPI travaux, Clermont Auvergne Métropole a mis en place des actions de gestion de crise.</p>	
<p>5.Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion)?</p>	<p>Oui - non</p>
<p>6.Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau??</p> <p>Procédure en cours de réalisation.</p>	<p>Oui - non</p>



7 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? • Selon quelle fréquence ? • Dues à une mise en charge par un cours d'eau ? <b>Les modélisations du SDGEP ont mis en évidence des problématiques capacitaires dès la pluie d'occurrence 2 ans dans certains secteurs. Ces problématiques sont liées à un sous-dimensionnement des réseaux concernés.</b>	Oui – non  Oui – non
1. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ? <b>Oui sur Aulnat</b>	Oui – non
2. Avez-vous subi des • coulées de boues ? • glissements de terrain dus à un phénomène pluvieux ? • autres :	Oui – non Oui – non
1. Votre territoire fait-il parti : • d'un SAGE en déficit eau ? • d'une Zone de Répartition des Eaux ?	Oui – non Oui – non

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?	Oui - non
2. L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution des eaux pluviale(s) ? Des prescriptions ont-elles été proposées ? Si oui, lesquelles ? <b>Mise en place d'une politique de correction des erreurs de branchement et de curage préventif.</b>	Oui – non Oui - non
3. La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Si oui lesquels et pour quel objectif ? <b>La réalisation d'ouvrages spécifiques à la gestion de la pollution des eaux pluviales n'est pas prévue. En revanche, l'application des prescriptions du zonage EP (création d'ouvrages de gestion et d'infiltration des eaux pluviales à l'échelle d'une parcelle ou d'un aménagement de l'espace public) va concourir à limiter la pollution des eaux pluviales en réduisant les ruissellements et en s'appuyant sur les capacités épuratrices des sols.</b>	Oui - non
4. Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ? <b>Pour les zones d'urbanisation futures, les ouvrages de régulation devront être prévus dans le périmètre de la zone à aménager. Le choix de l'implantation définitif est laissé à l'aménageur.</b>	Oui – non Oui - non

### **Autoévaluation (facultatif)**

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?

**Expliquez pourquoi :**

**Demande de dispense d'évaluation environnementale ;**

**Zonage EU : Modification limitée de la zone de collecte actuelle, avec prise en compte de l'évolution des limites des zones constructibles sans impact sur le milieu naturel**

**Zonage EP : définition d'un mode de gestion ambitieux pour préserver l'environnement et les enjeux associés :**

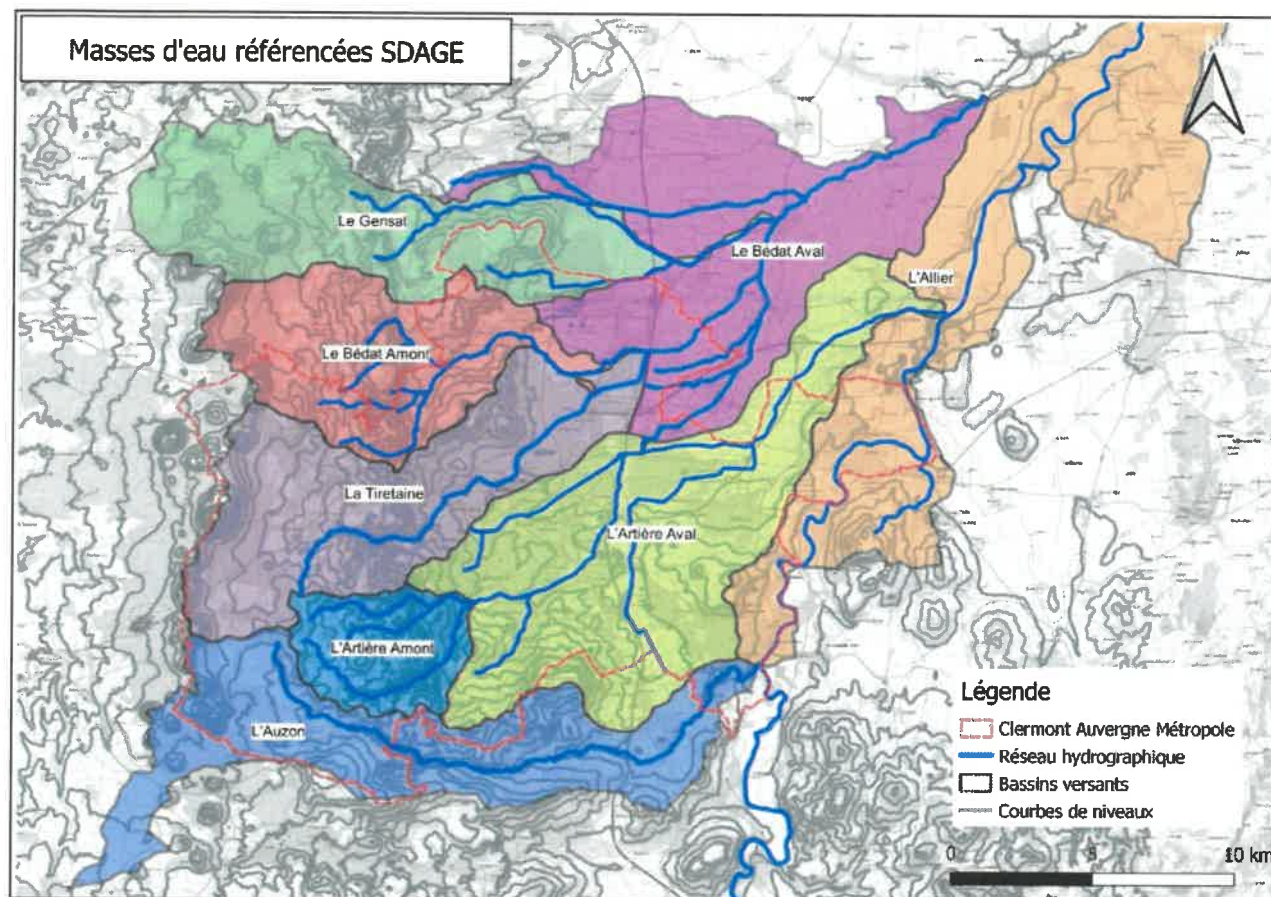
- Réduction de l'imperméabilisation
- Préservation des axes d'écoulement et des zones sensibles
- Gestion des eaux pluviales à la source par des techniques fondées sur la nature
- Préservation des corridors écologiques
- Mesures compensatoires

A. Clermont - Fd

.. Le...18...octobre 2014



# ANNEXE 1 : MASSE D'EAU





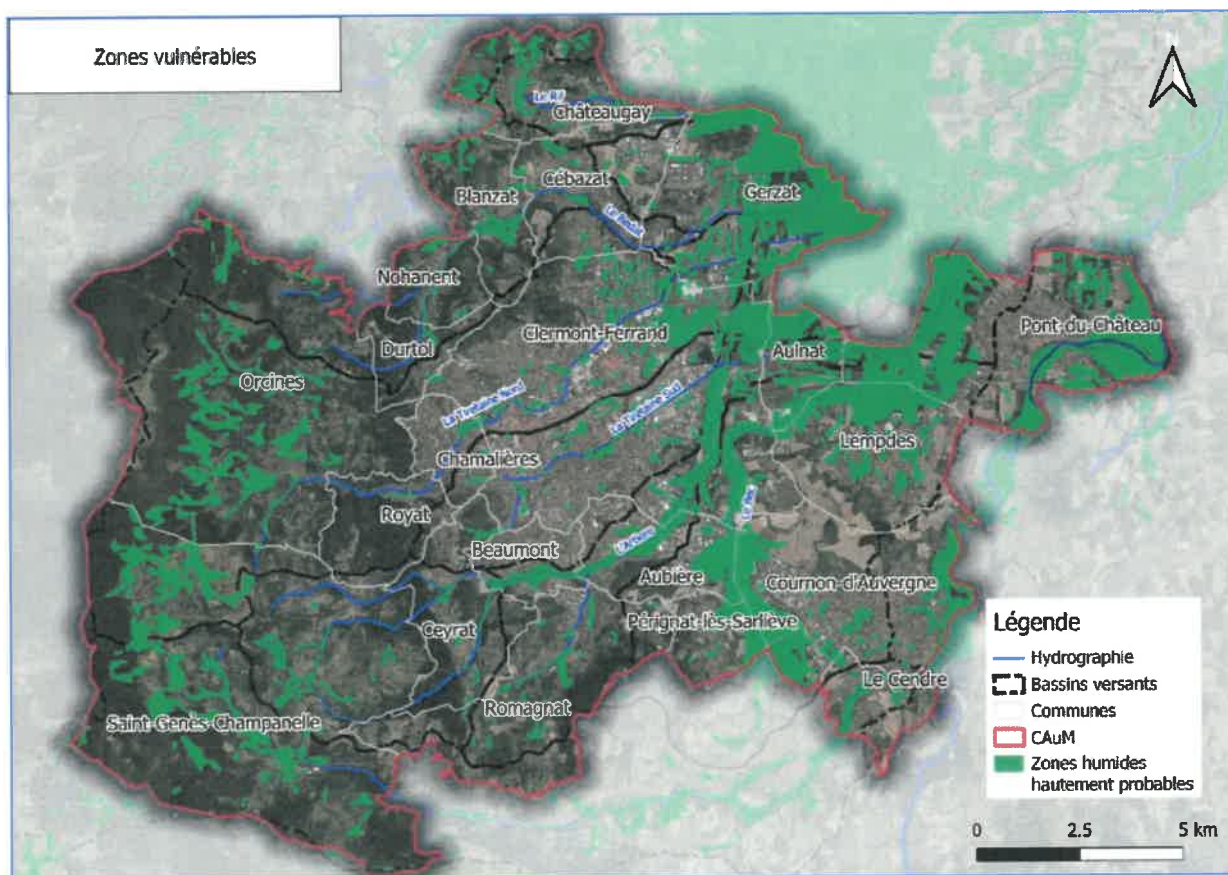
## ANNEXE 2 : DONNEES MILIEU NATUREL

### *Zones humides définies par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992*

L'article L.211-1 du Code de l'Environnement, qui vise à assurer une gestion équilibrée de l'eau et la préservation des écosystèmes et des zones humides, a introduit la notion de zones humides définie ci-après : « On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. » (Extrait de l'article L.211-1, paragraphe I.1° du Code de l'Environnement).

Un ensemble des périmètres à l'intérieur desquels la présence de zones humides est hautement probable a été identifié. Ce zonage est encadré par le SDAGE Loire Bretagne et réalisé dans le cadre des SAGE - extrait SDAGE LB 2016-2021 : « Les Sages identifient les enveloppes de forte probabilité de présence de zones humides. Ils hiérarchisent ces enveloppes en fonction de l'importance de l'enjeu « zones humides » pour la conservation ou l'atteinte du bon état des masses d'eau et pour la biodiversité. »

**Ces inventaires ont mis en évidence des zones humides potentielles cartographiées ci-dessous.**



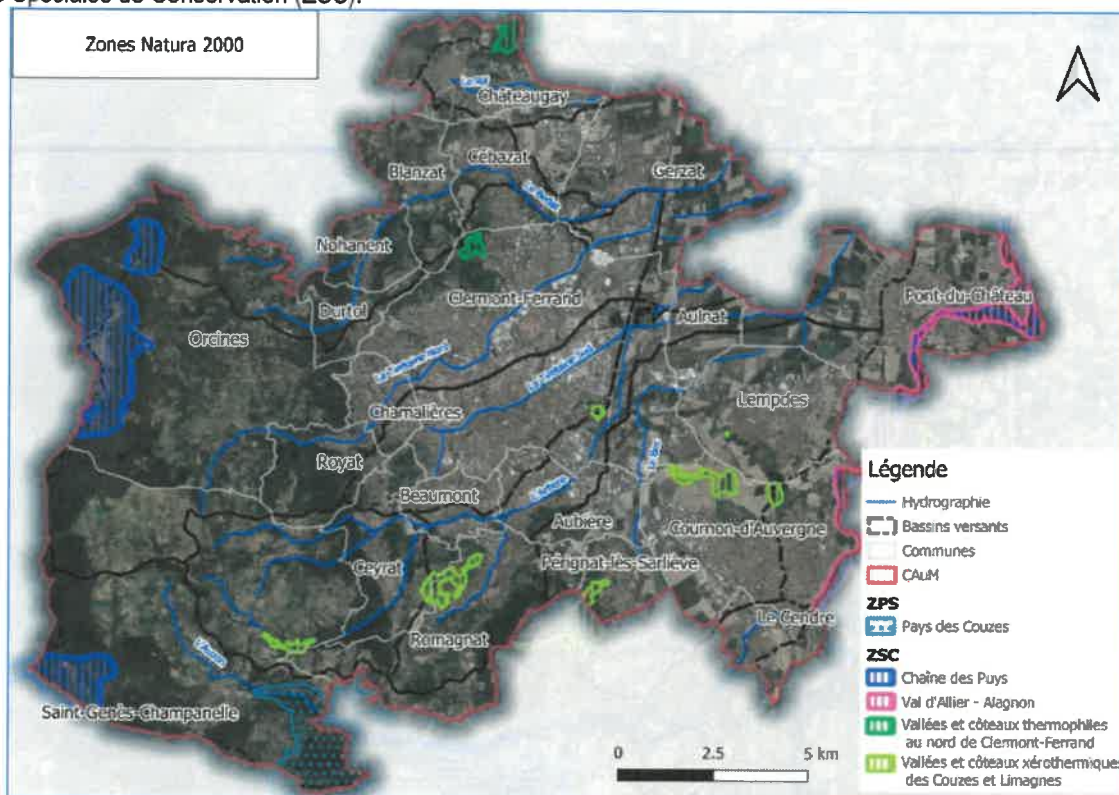
**Zones humides**



## Zones Natura 2000

Outils fondamentaux de la politique européenne de préservation de la biodiversité, les sites Natura 2000 visent une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines. Ces sites sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne.

Le réseau des sites NATURA 2000 s'appuie sur deux directives européennes : la « Directive Oiseaux » n° 2009/147/CE qui a motivé la désignation des Zones de Protection Spéciale (ZPS) et la « Directive Habitats, Faune, Flore » n° 92/43/CEE qui a motivé la désignation des Sites d'Importance Communautaire (SIC), ces derniers devenant par arrêté ministériel, des Zones Spéciales de Conservation (ZSC).



Zones Natura 2000

Le territoire de CAM est concerné par 4 Zones de Protections Spéciales (ZPS), présentées au sein du tableau ci-après.

Zones de protection spéciales

Nom	Communes concernées
Vallées et coteaux xéothermiques des Couzes et Limagnes	Saint-Genès-Champanelle, Ceyrat, Romagnat, Clermont-Ferrand, Courmon d'Auvergne, Lempdes
Vallées et coteaux thermophiles au Nord de Clermont-Ferrand	Châteaugay, Clermont-Ferrand
Chaîne des Puys	Orcines, St Genès Champanelle
Val d'Allier - Alagnon	Courmon d'Auvergne, Pont-du-Château

Le territoire de la CAM est concerné par 1 Zone Spéciale de Conservation (ZSC), présentée au sein du tableau ci-après.

Tableau 1 : Zones spéciales de conservation

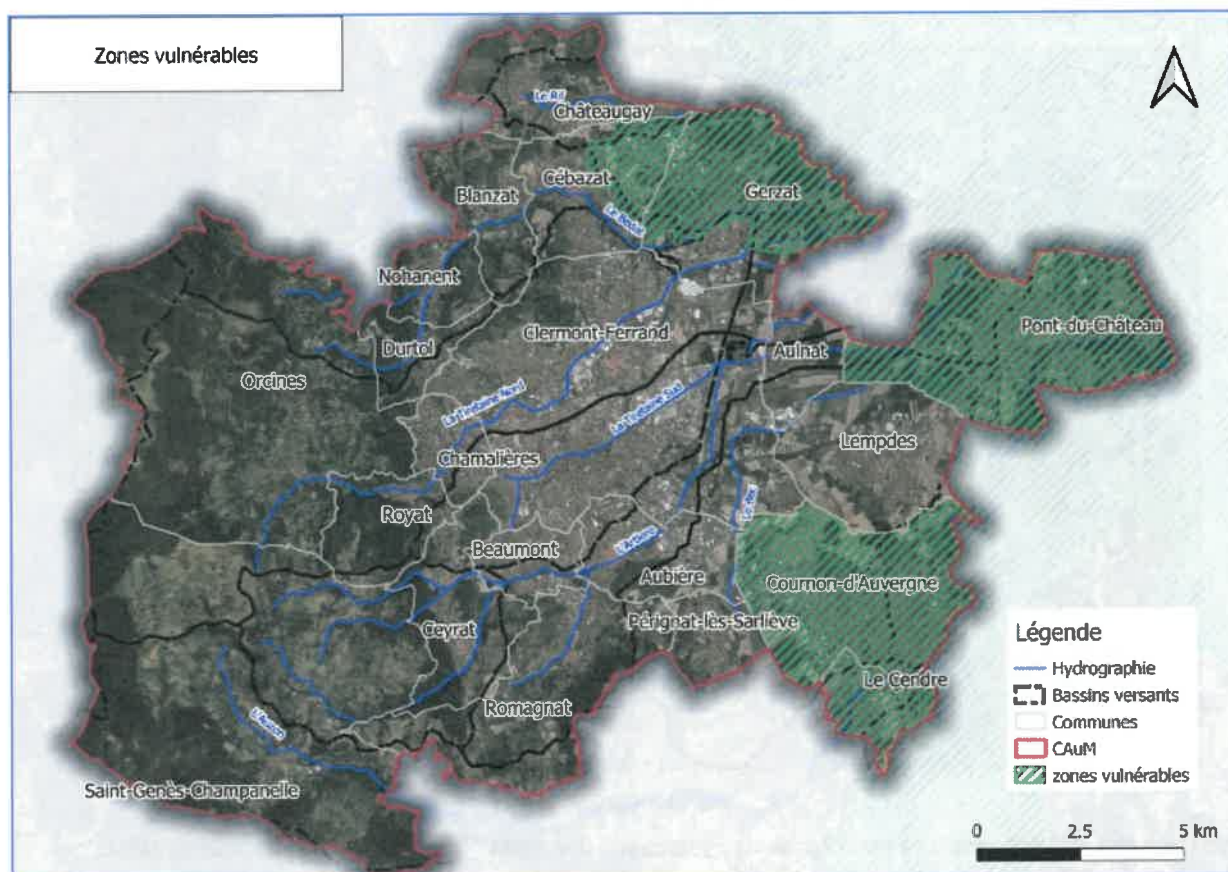
Nom	Communes concernées
Pays des Couzes	Saint-Genès-Champanelle

### Zone vulnérable (Directive Européenne « Nitrates ») :

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable.

Les objectifs ont abouti sur un programme d'actions permettant la limitation de la diffusion de composés azotés dans les eaux (Directive Européenne « Nitrates »).

**Les zones vulnérables sur le territoire sont cartographiées ci-dessous. Elles concernent les communes de Cébazat, Gerzat, Pont-du-Château, Courmon d'Auvergne et le Cendre.**



Zone vulnérable (nitrate)

### Site inscrit au patrimoine de l'humanité (UNESCO)

Le patrimoine mondial de l'UNESCO désigne un ensemble de biens culturels et naturels présentant un intérêt exceptionnel pour l'héritage commun de l'humanité.

**CAM dispose d'un site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2018 sur son territoire : la Chaîne des Puys – Faille de la Limagne.**



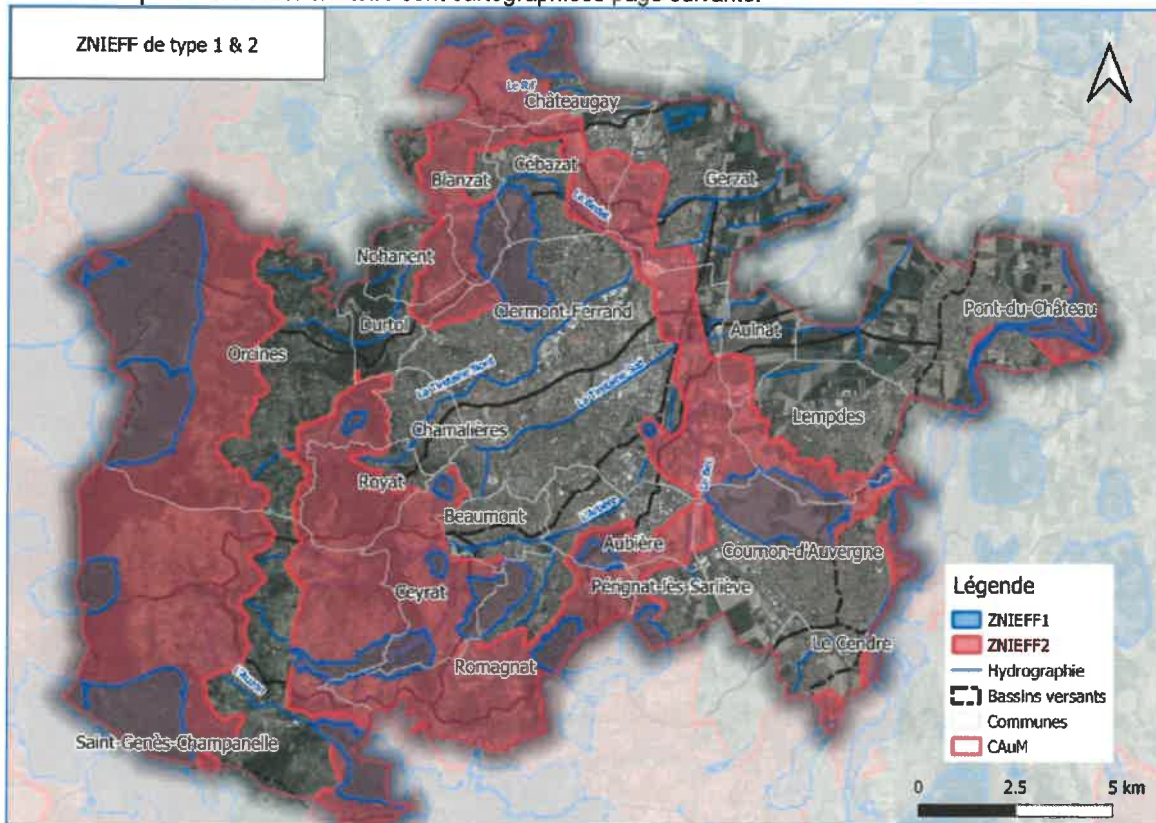
## Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, inventoriées dès 1982 par le Ministère de l'Environnement sont définies par l'identification biologique et scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. Elles correspondent donc à un inventaire scientifique.

On distingue :

- ✓ Les ZNIEFF de type I qui correspondent à des secteurs d'intérêt biologique remarquable, d'étendues généralement limitées, concernant des espaces définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional avec des espèces le plus souvent localisées,
- ✓ Les ZNIEFF de type II qui correspondent aux grands ensembles naturels riches ou peu modifiés par l'homme, ou qui offrent des potentialités biologiques et paysagères intéressantes.

Les ZNIEFF présentes sur le territoire sont cartographiées page suivante.



Exemple de cartographie des ZNIEFF 1 (bleu) & 2 (rouge)

Le territoire de CAM est concerné par 25 ZNIEFF de type 1, ces dernières sont listées ci-après :

### Liste des ZNIEFF de type 1

Nom	Communes concernées
Allier Pont de Mirefleurs - Dallet	Cournon d'Auvergne, Le Cendre, Pont-du-Château
Chataigneraie de Boissejour	Ceyrat
Coteaux de Villars	Orcines
Environs de Pourcharet	Saint-Genès-Champanelle
Gorges de Ceyrat	Ceyrat, Romagnat, Saint-Genès-Champanelle
Les Caques	Cournon d'Auvergne, Lempdes
Marais de Fossevelle	Gerzat
Marais de Saint-Beauzire	Gerzat
Mont Redon	Saint-Genès-Champanelle
Puy d'Aubière	Aubière, Romagnat
Puy de Crouel	Clermont-Ferrand
Puy de Dôme	Orcines
Puy de Laschamp	Saint-Genès-Champanelle
Puy de Montaudoux	Ceyrat
Puy de Tobize	Le Cendre
Puy de Var-Le-Caire	Blanzat, Cébazat, Clermont-Ferrand
Puy et Cheire de Come	Orcines,
Puy Long – D'Anzelle et de Bane	Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne, Lempdes
Puys de la Vache et Lassolas et Cheires	Saint-Genès-Champanelle
Puys de Montrognon et Chaumontel	Beaumont, Ceyrat, Romagnat
Secteur Central des Domes	Orcines
Val d'Allier du Pont de Joze à Pont-du-Château	Pont-du-Château
Vallée de l'Auzon	Saint-Genès-Champanelle
Versants du Plateau de Gergovie	Pérignat-lès-Sarliève, Romagnat
Versants et plateau de Chateaugay	Châteaugay

**Le territoire de CAuM est concerné par 4 ZNIEFF de type 2, ces dernières sont listées ci-après :**

### Liste des ZNIEFF de type 2

Nom	Communes concernées
Coteaux de Limagne Occidentale	Aubière, Aulnat, Beaumont, Blanzat, Cébazat, Ceyrat, Chamalières, Châteaugay, Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne, Durtol, Gerzat, Le Cendre, Lempdes, Nohanent, Orcines, Pérignat-lès-Sarliève, Romagnat, Royat, Saint-Genès-Champanelle
Lit majeur de l'Allier moyen	Cournon d'Auvergne, Le Cendre, Pont-du-Château
Chaîne des Puys	Orcines, Saint-Genès-Champanelle
Pays coupes	Romagnat, Saint-Genès-Champanelle



### Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (285 en France, 1675 dans la Communauté Européenne) sont des zones choisies par le Ministère de l'Environnement en concertation avec de nombreux partenaires (scientifiques, associations de défense de l'environnement, ...) comme des zones d'intérêt majeur qui abritent des effectifs d'oiseaux sauvages d'importance communautaire ou européenne. Elles correspondent donc à un inventaire scientifique. Il en existe une sur le territoire, cartographiée ci-dessous.

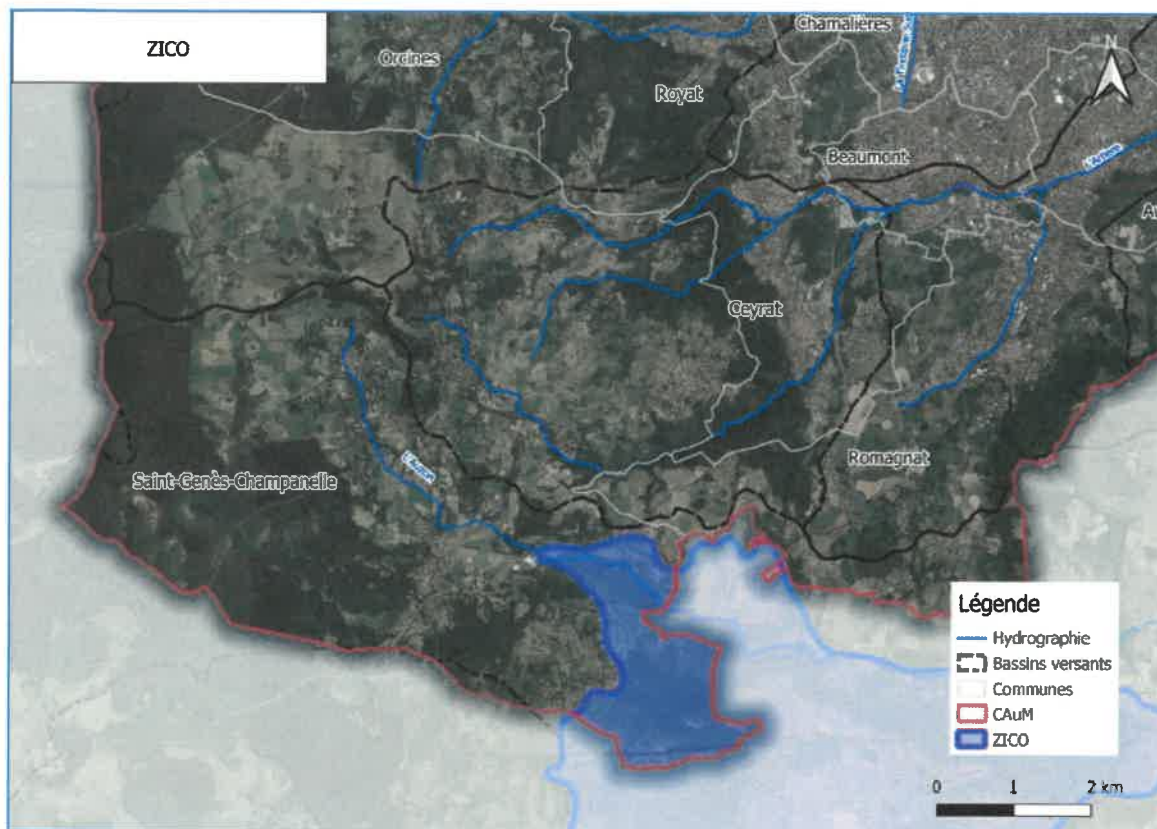


Figure 1 : ZICO

Le territoire de CAuM est concerné par 1 Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) présentée ci-après :

Tableau 2 : Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux

Nom	Commune concernée
Montagne de la Serre	St-Genès-Champanelle

### Réserves Naturelles Nationales

Une réserve naturelle nationale est un outil de protections à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation. Le statut des RNN est défini par la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002.

**Sur CAuM, aucune Réserve Naturelle Nationale ne fait partie du territoire. Il en est de même pour les Réserves Naturelles Régionales.**

## Parcs naturels

Un parc naturel est un territoire dont l'aménagement est prévu à long terme, notamment l'utilisation des sols et les changements dans leur affectation, via la régulation de l'emprise de l'agriculture, des activités industrielles, de l'artificialisation des sols due notamment à l'étalement urbain, etc. Les milieux naturels (faune, flore, etc.) y sont généralement pour partie protégés, par la législation, des activités humaines pouvant leur nuire.

**Sur CAuM, aucun Parc Naturel National ne fait partie du territoire. En revanche, le territoire est concerné par un Parc Naturel Régional : les Volcans d'Auvergne.**

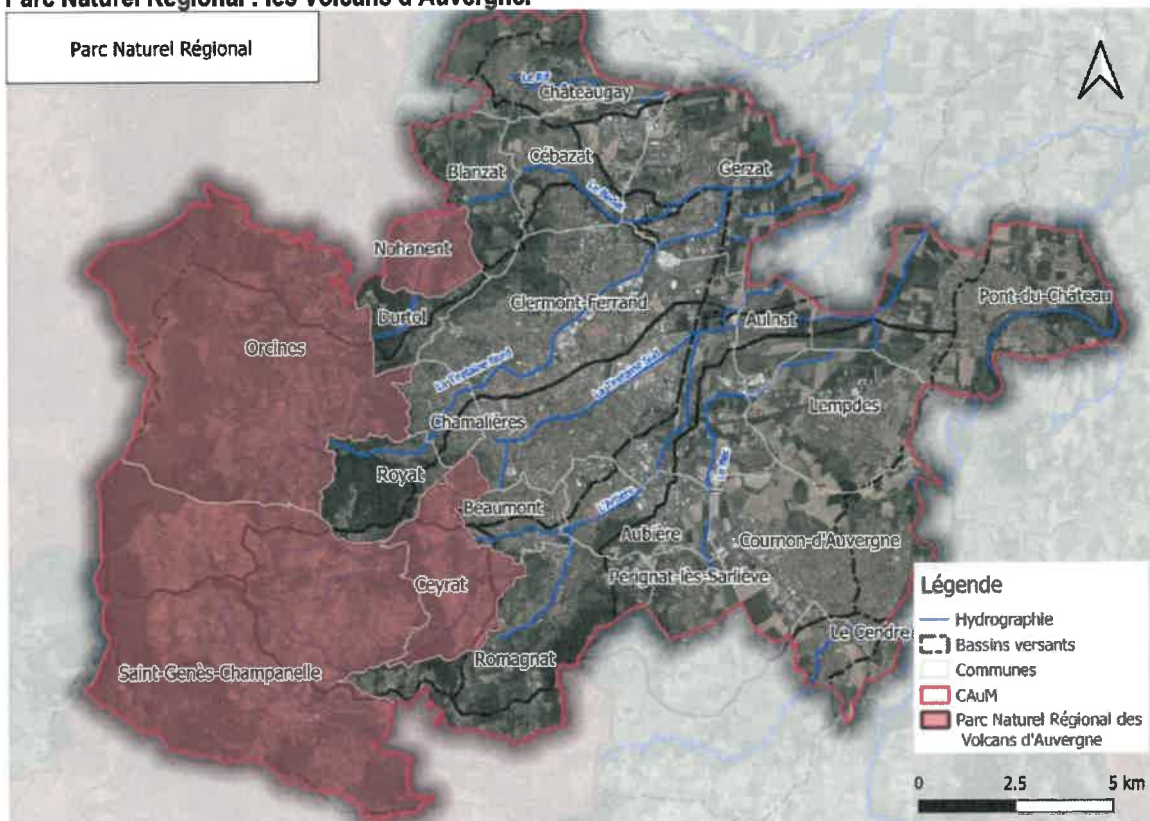


Figure 2 : Parc Naturel Régional

**Le territoire de CAuM est concerné par 1 Parc Naturel Régional (PNR) présenté ci-après :**

Nom	Commune concernée
Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne	St-Genès-Champanelle, Ceyrat, Orcines, Nohanent

### Protections réglementaires au titre de la nature – arrêté de protection des biotopes

L'arrêté préfectoral de protection de biotope a été instauré par le décret n°77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 (art R. 211-12 et suivants du code rural). Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser sur tout ou partie du territoire d'un département la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées.

**Il existe un arrêté de protection des biotopes sur le territoire à Vaugondière-Puy d'Anzelle.**

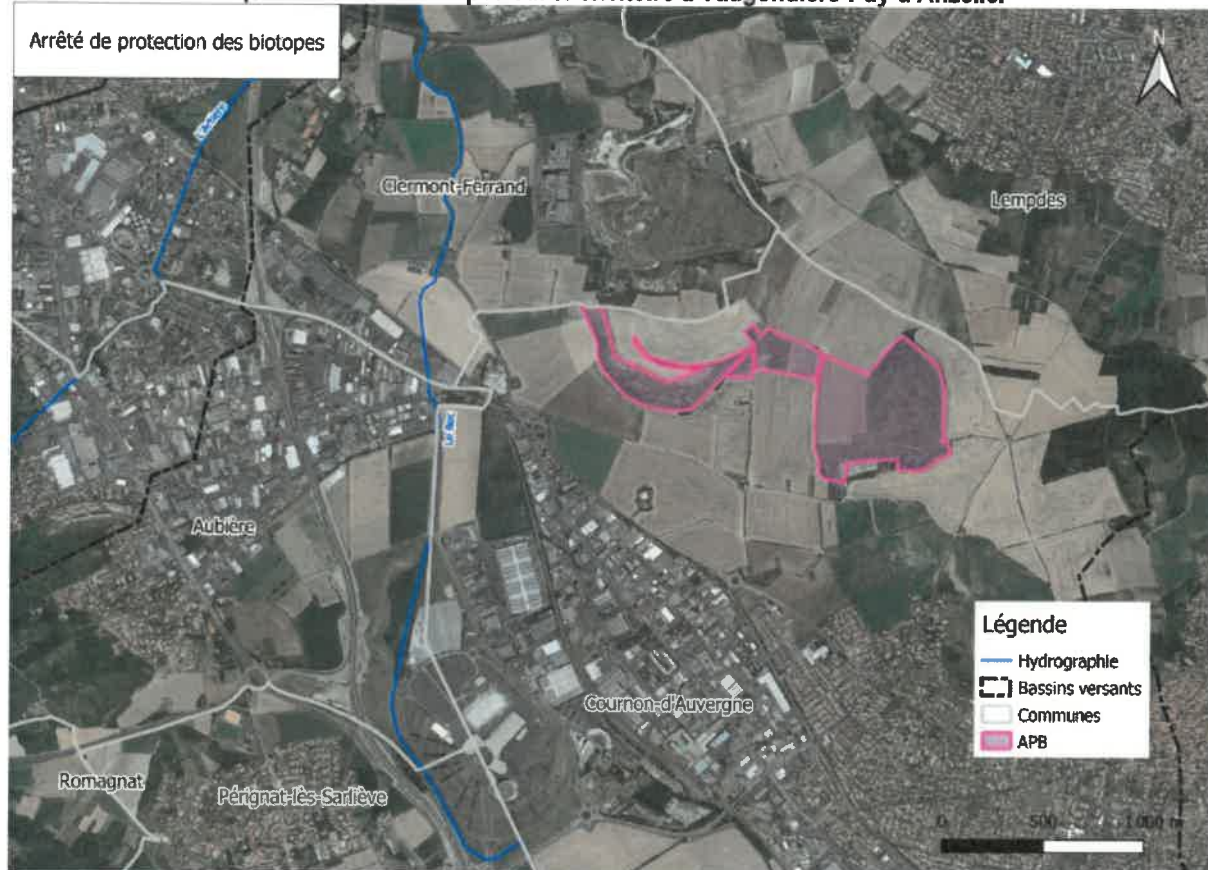


Figure 3 : Arrête de Protection de Biotope

**Le territoire de CAM est concerné par 1 arrêté de protection des biotopes présenté ci-après :**

Nom	Commune concernée
Vaugondière-Puy d'Anzelle	Courmon d'Auvergne



### Protections réglementaires au titre des paysages

L'article 1er de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature dispose que la protection des paysages est reconnue d'intérêt général. Cet article a été reformulé par [les articles L.110-1 et L.110-2 du code de l'environnement](#) (les paysages font partie du patrimoine commun de la Nation).

#### *Sites classés*

Les sites classés sont des monuments ou des sites naturels d'intérêt artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque soumis à une procédure de protection forte au titre de la loi du 2 mai 1930.

**Il existe 4 sites classés sur le territoire de CAM, qui sont présentés au sein du tableau ci-après.**

#### Sites classés sur le territoire de la CAM

Commune concernée	Site classé	Date du classement
Orcines, Saint-Genès-Champanelle	Chaîne des Puys	26/09/2000
Chamalières	Le Parc Bargoin	11/02/1911
Royat	La Grotte des Laveuses	28/07/1949
Orcines	La Pierre Carrée	31/08/1939

#### *Sites inscrits*

Les biotopes sont soumis à une procédure plus souple et allégée dans le but de faire connaître la qualité du site afin d'être pris en compte dans des projets d'aménagement.

**Il existe 8 sites inscrits sur le territoire de CAM qui sont présentés au sein du tableau ci-dessous.**

#### Sites inscrits

Commune concernée	Site inscrit	Date du classement
Pont-du-Château	Bourg ancien de Pont-du-Château	15/02/1977
Orcines, Royat	Cascades du saut Cornétoro	25/09/1955
Clermont-Ferrand	Centre ancien de Clermont	27/02/1979
Clermont-Ferrand	Ensemble urbain de Montferrand	04/04/1972
Orcines	Pierre Carrée	31/08/1939
Chamalières, Durtol, Orcines	Roche percée	12/12/1941
Royat	Royat monuments aux morts	03/11/1934
Orcines, Saint-Genès-Champanelle	Chaîne des Puys	01/02/1972